

Modi conduit l'Inde sur la Route de la Soie (Rediff)

12 août 2014



MK BHADRAKUMAR

Avec Pékin qui repense de fond en comble l'admission de l'Inde en tant que membre à part entière de l'Organisation de coopération de Shanghai, les plaques tectoniques de la géopolitique d'un énorme pan de la planète, s'étendant de l'Asie-Pacifique à l'Asie occidentale, se déplacent spectaculairement.

A première vue, la Chine a été jusqu'à présent réticente à l'admission de l'Inde en tant que membre à part entière de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS).

Selon les dernières informations, Pékin aurait revu sa position de fond en comble.

Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OCS, jeudi dernier à Douchanbe, au Tadjikistan, il a été décidé que le groupe invitera officiellement l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Mongolie, en tant que membres, lors du prochain sommet de l'OCS en septembre prochain.

On peut être sûr que la Russie s'en réjouira. Un expert à Moscou a rapidement estimé que l'admission de l'Inde dans l'OCS ouvrira la voie au groupe pour qu'il tienne bon en tant que « centre de pouvoir de la politique mondiale ».

Ne vous y trompez pas, ces plaques tectoniques de la géopolitique d'un pan immense de la planète, s'étendant de l'Asie-Pacifique à l'Asie occidentale, se déplacent de façon spectaculaire, et ce crissement dans les steppes d'Asie Centrale se fera entendre très fort dans le lointain - jusqu'en Amérique du Nord.

Une grande question reste en suspens : Qu'est-ce qui a poussé la Chine à revoir sa position ?

Nous savons que lors de la rencontre d'une heure et demie entre le Premier ministre (indien) Narendra Modi et le Président chinois Xi Jinping, à Fortaleza au Brésil, en marge du récent sommet des BRICS, la question du rôle de l'Inde dans l'OCS a été abordée.

Plusieurs raisons pourraient être attribuées à la « nouvelle réflexion » de Pékin. Avant tout, la Chine a peut-être le sentiment que sous la direction de Modi, l'Inde est prête à poursuivre une politique étrangère véritablement indépendante.

L'idée d'une « politique étrangère indépendante » a été un cliché dans le discours indien, que les gouvernements successifs ont fait circuler de façon cavalière.

Mais la vérité crue est que depuis que l'Inde s'est embarquée dans des réformes économiques, il y a une vingtaine d'années, le monde occidental industrialisé - les Etats-Unis en particulier - s'est arrogé la situation centrale dans le calcul indien.

Des changements subtils de la trajectoire de la politique étrangère indienne, fortement aidés par les groupes d'intérêts et les lobbies indiens, en ont résulté.

Au cours des dix dernières années, sous la direction du Premier ministre Manmohan Singh, cette tendance est devenue très prononcée, et l'Inde a parfois semblé succomber aux charmes d'une nouvelle forme d'enfermement - de l'esprit.

Il n'est pas surprenant que l'hésitation de la Chine était nourrie jusque-là par son inquiétude tacite que l'Inde pourrait travailler pour les Américains au sein du camp de l'OCS à la façon d'un « cheval de Troie », ce qui était évidemment inacceptable puisque ce groupe a été d'une importance capitale pour Pékin dans la poursuite de sa politique régionale, ainsi que pour protéger son intégrité territoriale et sa sécurité nationale.

C'est à partir d'un tel point de vue que l'imprimatur de Modi, qui est déjà visible dans la politique étrangère de l'Inde, doit être jugé. Manifestement, la globalité de la politique étrangère indienne est remise à l'heure.

Modi s'en est allé à la réunion des BRICS en frétilant comme un poisson dans l'eau, ce qui a surpris la plupart des observateurs indiens qui s'imaginaient que les groupes d'intérêts qui ont soutenu le plus bruyamment sa candidature dans les élections législatives d'avril dernier attendaient de lui qu'il suive une « politique étrangère pro-américaine, motivée également par le besoin impérieux d'adopter une approche musclée dans les relations indiennes problématiques avec la Chine et le Pakistan.

Cependant, les rencontres de Modi en marge du sommet des BRICS avec Xi Jinping et le Président russe Vladimir Poutine ont réveillé sa conviction que les intérêts à long terme de l'Inde sont mieux servis en forgeant des partenariats stratégiques étroits avec ces deux puissances mondiales.

Une fois encore, selon toute attente, plutôt que de d'adopter une position belliqueuse, Modi a lâché les colombes de la paix dans les cieux de l'Asie du Sud.

Et surtout, il a pris la décision audacieuse d'exiger de Delhi de ne pas ratifier pas l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges qui mettait en danger la sécurité alimentaire de l'Inde.

Modi a pris cette décision dans l'intérêt national, impassible quant au fait qu'il doit se rendre aux Etats-Unis, et anticipant qu'elle sera vue comme un acte peu obligeant par l'administration de Barack Obama et qu'elle agacera l'establishment à Washington et les lobbies d'affaires américains.

Ce qui ressort de tout ceci est que Modi a une vision mondiale concernant les relations mutuelles des forces au plan international aujourd'hui et qu'il peut mesurer où se trouvent les intérêts essentiels de l'Inde.

Modi est un personnage solitaire et énigmatique et il n'a quasiment rien dit sur la politique mondiale, mais il semble y avoir beaucoup réfléchi dans l'intimité de son esprit. On ne prend pas beaucoup de risques en disant cela.

Inutile de dire que Modi a soutenu l'émergence de la banque de développement des BRICS avec beaucoup de circonspection, sachant pleinement qu'une telle mesure défie la domination du dollar américain dans l'économie mondiale et qu'elle sapera sérieusement le système de Bretton Woods qui a fourni un soutien vital pour l'avancement et la préservation de l'hégémonie planétaire des Etats-Unis au cours des dernières décennies.

S'il l'on veut s'aventurer à formuler une construction intellectuelle sur de telles tendances, comme on a pu le voir au cours des 70 derniers jours, lesquelles pourraient finalement s'intégrer à la « Doctrine Modi », cela comprendrait probablement les éléments suivants :

- Modi a une approche prononcée « l'Inde d'abord », qui est également une conviction bien ancrée.
- Mais il n'est pas dogmatique lorsqu'il s'agit de faire avancer les intérêts nationaux de l'Inde.

- Sa « doctrine » n'est pas non plus dépourvue d'émotions. Le facteur humain est évident dans son slogan, sa marque de fabrique, « Sabka Saath, Sabka Vikas » (signifiant développement inclusif), et il visualise la politique étrangère comme une extension de la politique nationale.
- L'Inde a besoin d'aide pour son développement de la part de toutes les sources disponibles et il y a une volonté de la rechercher sans orgueil ni préjugés.
- L'Inde a besoin d'un environnement extérieur amical qui soit favorable au développement et qui agisse comme un tampon pour sa sécurité régionale. Modi fait grand cas de la coopération régionale.
- Pour Modi, l'« influence » de l'Inde dans sa région dépend de façon critique de sa capacité à emmener avec elle ses petits voisins sur la voie de la croissance et de la prospérité, ce qui feraient d'eux de véritables parties prenantes - plutôt qu'en exigeant le respect en insistant sur l'« influence », sur la base de sa prédominance dans la région en tant que puissance militaire et économique et à travers « l'étalage de sa force ».
- Il place sa confiance dans les avantages inhérents du pays en tant que puissance régionale et il n'est pas paranoïaque concernant quelque « chapelet » que ce soit secouant l'Inde.
- Modi croit en l'encouragement de la communauté d'intérêts entre l'Inde et les autres puissances émergentes qui se sont vues également refuser le rôle qui leur est dû dans l'architecture politique et économique mondiale, laquelle a été érigée par l'Ouest sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale et qui est devenue archaïque, mais il reste sourd au changement et à la réforme.

Les éléments ci-dessus sont plus ou moins visibles et leur interaction présente une vision engageante.

Les sinistres prédictions concernant Modi en tant qu'homme se sont avérées être largement des idioties - par exemple, qu'une vilaine confrontation entre l'Inde et le Pakistan était inévitable une fois que Modi deviendrait Premier ministre.

Ou que l'ALP chinoise [l'armée de libération du peuple] « testerait » le cran de Modi en établissant une tente ou deux sur le territoire indien disputé.

Mais rien de la sorte ne s'est produit. Les analystes perspicaces, au contraire, ont noté quelques attitudes accommodantes de la part de la Chine envers l'Inde au cours de la période la plus récente.

De la même manière, c'est avec la Chine, jusqu'à présent, que Modi a engagé le dialogue le plus intensément.

Un corpus important d'experts indiens a catégoriquement prédit que Modi formerait un axe avec son homologue japonais Shinzo Abe pour contrer l'« assurance » de la Chine dans la région Asie-Pacifique.

Il est toutefois singulier que lorsque Modi ira voir Obama (ou Abe), il aura déjà rencontré deux fois Xi Jinping.

Si l'on retourne à l'adhésion imminente de l'Inde à l'OCS, il y a trois saillants qui attirent l'attention.

Premièrement, le moment choisi par l'OCS pour décider d'admettre l'Inde ; deuxièmement, comment l'OCS est prête à évoluer ; et troisièmement, ce que peut tirer l'Inde de cette adhésion à l'OCS. Chacun de ces points nécessite d'être exposé minutieusement.

Durant sa visite à New Delhi la semaine dernière, un regroupement de médias a demandé au ministre des Affaires étrangères John Kerry (à gauche sur la photo, en compagnie du Premier ministre Modi et de sa ministre des Affaires Sushma Swaraj) où se situerait l'Inde dans l'ordre des choses selon Washington en ce qui concerne les récentes sanctions prises contre la Russie.

Kerry a reconnu qu'il était déçu mais semblait résigné devant la position de l'Inde. « Nous serions évidemment très contents que l'Inde nous rejoigne à ce sujet (les sanctions). Mais c'est à eux de décider. C'est le choix de l'Inde ».

Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que l'OCS prend cette décision d'admettre l'Inde en son sein à un moment décisif de la politique de l'ère de l'après-guerre froide.

L'adhésion de l'Inde à l'OCS avance à grand pas avant la toute première rencontre entre Modi et Obama [en septembre prochain]. Le point important est que l'OCS prend également une décision calculée d'inviter l'Inde à devenir membre à part entière.

La toile de fond de cette décision de l'OCS est extrêmement pertinente. Les Etats-Unis poursuivent une double politique d'endiguement vis-à-vis de la Russie et de la Chine, les deux principaux acteurs de l'OCS. Les Etats-Unis, d'un autre côté, ont courtisé assidûment l'Inde en tant qu'alliée stratégique.

Du point de vue des Américains, l'adhésion de l'Inde à l'OCS impactera inévitablement la trajectoire future du partenariat stratégique indo-américain, alors même que l'Inde sera indisponible comme « contrepoids » contre la Chine ou comme complice pour « isoler » la Russie.

L'Inde étant une puissance majeure en Asie, sa politique de « non-alignement » fait grincer la stratégie de rééquilibrage des Etats-Unis.

Sur un plan plus fondamental, il faut comprendre que si l'OCS a souvent été appelée « l'Otan de l'Est », ce n'est pas sans raison - bien que ce regroupement soit loin d'être une alliance militaire au sens classique du terme.

L'OCS a refusé le vide de sécurité apparaissant en Asie Centrale, que l'OTAN a peut-être saisi comme alibi pour y mettre les pieds. Formulé différemment, tant que l'OCS est là, l'expansion de l'OTAN vers l'Est au-delà du Caucase reste bloquée.

En attendant, il faut aussi prendre en compte que l'OCS et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) travaillent main dans la main sur la sécurité régionale.

Ces deux organisations défient la stratégie des Etats-Unis de projeter l'Otan comme une organisation mondiale de sécurité.

L'admission de l'Inde, du Pakistan, de l'Iran et de la Mongolie constitue un revers majeur pour les stratégies des Etats-Unis dans cette région.

Pour une bonne raison, une OCS élargie apporte une « profondeur stratégique » à la Russie. Les sanctions des Etats-Unis et de l'Union européenne contre la Russie seront rendues encore plus impuissantes.

L'OCS affaiblit l'emprise américaine dans les négociations sur l'Iran, alors que le régime de sanctions destiné à isoler l'Iran devient non viable.

Elle paralyse la stratégie américaine de « pivot » en Asie et réduit la capacité des USA à dicter ses conditions à l'Afghanistan (ou au Pakistan).

En termes stratégiques, la réalité frappante est que d'ici la fin de l'année, l'OCS comptera parmi ses membres quatre puissances nucléaires plus une « puissance au seuil du nucléaire ».

En termes géopolitiques, l'OCS sortira d'Asie Centrale et ira tremper ses orteils dans l'Océan Indien et le Golfe Persique.

Il est entièrement concevable qu'à un moment ou un autre, dans un avenir plus proche qu'éloigné, les pays de l'OCS commenceront à effectuer leurs échanges commerciaux dans leurs monnaies nationales, créant des institutions bancaires pour financer les projets interrégionaux et formant des régimes commerciaux préférentiels.

Il est inutile de dire qu'avec l'Inde, le Pakistan et l'Iran dans le camp de l'OCS, ce regroupement devient un acteur de premier plan en Afghanistan.

La montée en puissance de l'OCS entrave sérieusement la capacité des Etats-Unis de manipuler les forces de l'Islam radical et du terrorisme comme instruments de politique régionale en Asie Centrale et en Afghanistan.

Il ne fait aucun doute, selon le point de vue afghan, que l'OTAN cesse d'être seul en scène. Cela ne peut que renforcer l'indépendance de l'Afghanistan et permettre à ce pays de regagner sa souveraineté nationale.

Une OCS élargie ne peut que voir avec inquiétude le jeu des Etats-Unis et de l'Otan visant à établir des bases militaires en Afghanistan et à déployer le système de défense antimissile dans l'Hindou-Kouch.

En somme, l'enrôlement de l'Inde, du Pakistan et de l'Iran changerait complètement la donne pour l'OCS. Pour la première fois dans l'histoire moderne, une organisation de sécurité collective prendrait forme sur un immense territoire peuplé de quelque trois milliards de personnes.

Cela donnerait un coup de fouet significatif à l'élan vers la multipolarité de la politique mondiale en défiant le rôle central de l'ONU pour faire respecter la loi internationale.

Comment l'Inde peut-elle faire usage de sa qualité de membre de l'OCS. Il y a quatre ou cinq directions dans lesquelles la diplomatie indienne peut espérer explorer de nouvelles frontières. L'histoire de l'OCS fournit quelques indications utiles.

Depuis sa conception au milieu des années 1990, l'OCS a fourni une plate-forme à la Russie, à la Chine et aux Etats d'Asie Centrale, pour tourner la page des fantômes du passé, à savoir le legs amer des animosités de l'ère soviétique.

L'OCS a offert un nouveau modèle de relations fondé sur l'égalité, le partage des préoccupations et la communauté des intérêts, qui, à son tour, a aidé à créer la confiance conduisant à la résolution de leur disputes frontalières et l'harmonisation de leurs objectifs en matière de sécurité régionale.

Il y a là beaucoup de matière à réflexion pour l'Inde. Une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour les diplomates indiens de travailler avec la Chine et le Pakistan dans un esprit similaire à ce qu'a fait la Chine avec ses adversaires d'autrefois de l'ère soviétique.

Une fois encore, ce n'est pas une mince affaire que les chefs militaires ou de l'espionnage de l'Inde, de la Chine et du Pakistan puissent se réunir et agir ensemble sous la tente de l'OCS sur une base régulière et dans un cadre institutionnalisé, échanger des notes et commencer à rechercher des solutions aux problèmes régionaux.

Pour le moins, le risque d'un conflit entre l'Inde et le Pakistan pour le contrôle de l'Afghanistan serait minimisé, ce qui encouragerait le Pakistan, espérons-le, à prendre un nouveau cap lui faisant abandonner son obsession pour la « profondeur stratégique ».

Curieusement, l'adhésion à l'OCS fait des Indiens et des Pakistanais des compagnons d'armes pour stabiliser l'Afghanistan. Bien sûr, un tel revirement des événements ne peut qu'avoir des retombées positives sur le climat général des relations indo-pakistanaïses.

Une fois encore, l'OCS permet à l'Inde de faire monter en régime sa politique régionale et ce n'est pas un petit gain que la sécurité régionale ne soit pas prise en otage par la politique imprévisible et capricieuse des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afghanistan.

Finalement, la Route de la Soie en tant que telle bénéficierait d'une embellie massive et, au sein de la structure de l'OCS, l'Inde pourrait aspirer à avoir un meilleur accès à l'Afghanistan et à l'Asie Centrale.

La sécurité énergétique de l'Inde a besoin également d'être renforcée. Le temps est peut-être venu pour la création d'un club énergétique de l'OCS, une idée qui a été soulevée en premier par Poutine, il y a une dizaine d'années.

De nouvelles possibilités se font jour pour les projets énergétiques trans-régionaux sous les auspices de l'OCS, comme le gazoduc Iran/Pakistan/Inde.

En termes généraux, l'adhésion à l'OCS rend la situation internationale dominante très favorable pour le développement général de l'Inde et son ascension en tant que puissance mondiale.

La meilleure chose à propos de l'OCS est qu'elle n'est pas dogmatique et que l'Inde peut préserver son « autonomie stratégique ». L'OCS n'est pas non plus dirigée contre quelque pays que ce soit de la communauté mondiale.

Bref, les Etats membres sont entièrement libres de poursuivre leur politique étrangère en accord avec leurs priorités nationales respectives.

C'est-à-dire que la qualité de membre de l'OCS ne fait pas obstacle au renforcement et à l'expansion de la coopération de l'Inde avec les Etats-Unis, laquelle présente de multiples facettes.

Au contraire, elle ne fait qu'améliorer la capacité de l'Inde de négocier une relation avec les Etats-Unis qui se baserait vraiment sur un pied d'égalité.

Inutile de dire que la qualité de membre de l'OCS donne une raison d'être supplémentaire et de la verve à la politique non-alignée de l'Inde.

Au cours des soixante dernières années, ou depuis que l'idée du non-alignement est née, le monde a changé de façon phénoménale et l'Inde s'est aussi transformée à en devenir méconnaissable. Mais l'idée du non-alignement en tant que tel continue d'avoir une très grande pertinence pour l'Inde.

Le défi intellectuel pour la diplomatie indienne aujourd'hui se trouve dans la réinterprétation de l'idée du non-alignement en accord avec l'esprit de notre époque, qui est caractérisé par la multipolarité de la politique internationale, afin de satisfaire les besoins de l'Inde dans la période à venir, en tant que puissance émergente.

C'est aussi ce que Jawaharlal Nehru aurait espéré que Modi fasse, en tant que successeur de valeur président au rendez-vous de l'Inde avec son destin à un tournant crucial de la politique mondiale.

Tout bien considéré, l'adhésion de l'Inde à l'OCS signifierait par conséquent que le gouvernement de Modi tire l'Inde à bout de bras en direction d'un monde multipolaire où les options politiques et diplomatiques du pays se multiplieront.

M. K. Bhadrakumar

<http://www.rediff.com/news/column/modi-leads-india-to-the-silk-road/20140807.htm>

L'Ambassadeur M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière au ministère indien des Affaires étrangères pendant plus de 29 ans. Il a notamment été en poste en Ouzbékistan (1995-1998) et en Turquie (1998-2001). C'est l'un des plus grands spécialistes de l'Asie centrale et des questions géopolitiques liées à l'énergie.

Traduction [JFG-QuestionsCritiques]

»» http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakuma...